



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU HAUT-RHIN

Direction des collectivités Locales
et des Procédures Publiques
Bureau des Enquêtes publiques
et Installations Classées
JPV

ARRETE

n° **2011-291-7** du **18 OCT. 2011** portant
autorisation de changement d'exploitant d'une carrière de tout-venant sise à
ST-LOUIS, au profit de la Société Gravières et Matériaux Rhénans (GMR), et
modification des prescriptions en matière de garanties financières de remise en
état, au titre du titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement

Le Préfet du Haut Rhin

Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement, et notamment les articles R.516.1 et R.512.31,
- VU** la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les Administrations,
- VU** l'arrêté préfectoral n° 49414 du 10 février 1977 (*autorisation d'exploiter la carrière à la Sté Grande Sablière de St Louis pour 15 ans ; échéance au 10 février 1992 ; remise en état du site (remblaiement) 7 ans après fin d'extraction et au plus tard 10 février 1999*),
- VU** l'arrêté préfectoral n° 75328 du 9 janvier 1984 (*acte de fins de travaux pour une partie du site : environ 2 ha*),
- VU** la déclaration de changement de raison sociale en Sté HUPFER France du 19 septembre 1994 (*récépissé préfectoral du 9 décembre 1994*),
- VU** l'arrêté préfectoral n°990018 du 7 janvier 1999 (*prescriptions complémentaires : aménagement des berges, actualisation des données relatives au rythme de remblaiement*),
- VU** l'arrêté préfectoral n°02-2710 du 2 octobre 2002 (*autorisation de changement d'exploitant au profit de la Sté SASAG*),
- VU** la déclaration de changement de raison sociale en Sté SASAG Haut-Rhin du 27 janvier 2003 (*récépissé préfectoral du 17 février 2003*),
- VU** la déclaration de changement de raison sociale en Sté EST Granulats du 1^{er} février 2006,
- VU** le procès-verbal de récolement du 5 mai 2006, pour une remise en état d'une partie de la carrière (environ 45,45 ha), sur des terrains de St-Louis et des terrains de Hésingue,

- VU** l'arrêté préfectoral n° 20080443 du 12 février 2008 prescriptions complémentaires : achèvement des travaux de remise en état au plus tard le 31 décembre 2012 ; mise à jour plan d'exploitation, procédures d'admission des matériaux de remblaiement, surveillance de la qualité des eaux souterraines, surveillance de la qualité des remblais, garanties financières de remise en état) ;
- VU** la demande du 11 août 2011 (dépôt en préfecture le 16 août 2011), par laquelle la Sté Gravières et Matériaux Rhénans sollicite l'autorisation de changement d'exploitant de la carrière de St Louis, au lieu et place de la Sté EST Granulats,
- VU** le justificatif du 9 août 2011 d'une demande d'établissement d'acte de cautionnement de garanties financières de remise en état de la carrière de St-Louis :
- auprès de la banque CNP Caution,
- au nom de Gravières et Matériaux Rhénans,
- pour un montant de 661 771 euros,
- dont l'échéance est au 31 décembre 2012.
- VU** le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement du 19 août 2011,
- VU** l'avis de la Commission départementale de la Nature des Paysages et des Sites-formation carrières du 5 octobre 2011

CONSIDERANT que la Sté Gravières et Matériaux Rhénans a présenté les éléments permettant de définir qu'elle a les capacités techniques et financières pour exploiter la carrière de St Louis, au lieu et place de la EST Granulats,

CONSIDERANT l'existence d'un justificatif d'une demande d'établissement d'acte de cautionnement de garanties financières de remise en état de la carrière de St Louis, auprès de la banque CNP caution , au nom de Gravières et Matériaux Rhénans, pour un montant de 661 771 euros, dont l'échéance est au 31 décembre 2012.

CONSIDERANT que :

- l'échéance la remise en état de la carrière est actuellement fixée au 31 décembre 2012 (*5 ans à compter du 31 décembre 2008: article 3 de l'arrêté préfectoral du 12 février 2008 susvisé*),
- qu'il convient que la limite de validité de l'acte de cautionnement de garanties financières de remise en état du site soit postérieure de 6 mois à l'échéance de la remise en état de la carrière, afin qu'il puisse être fait appel à ces garanties financières de remise en état dans l'hypothèse d'une défaillance de l'exploitant ;

CONSIDERANT que l'article 17 de l'arrêté préfectoral du 12 février 2008, fixe comme échéance de l'acte de cautionnement le 31 décembre 2012 ;

CONSIDERANT en conséquence qu'il y a lieu que la limite de validité de l'acte de cautionnement de garanties financières dont le préfet doit disposer **soit fixée au 30 juin 2013**;

APRES communication du projet d'arrêté au demandeur,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin,

ARRETE

Article 1er

La Société Gravières et Matériaux Rhénans, désignée « l'exploitant dans le présent arrêté, dont le siège social est 5 rue Alfred Kastler - 54320 MAXEVILLE, est autorisée à **poursuivre** au lieu et place de la Sté EST Granulats le **remblaiement de la carrière** de sable et gravier sur le ban communal de **St-Louis**, sous réserve du respect des prescriptions suivantes.

Article 2 : prescriptions d'exploitation

La poursuite d'exploitation (en l'occurrence exclusivement les opérations de remblaiement avec des matériaux inertes pour l'achèvement de la remise en état du site) sera menée conformément aux prescriptions techniques des arrêtés préfectoraux suivants :

- l'arrêté préfectoral n° 49414 du 10 février 1977 (autorisation d'exploiter la carrière à la Sté Grande Sablière de St Louis pour 15 ans ; échéance au 10 février 1992 ; remise en état du site (remblaiement) 7 ans après fin d'extraction et au plus tard 10 février 1999),
 - l'arrêté préfectoral n°990018 du 7 janvier 1999 (prescriptions complémentaires : aménagement des berges, actualisation des données relatives au rythme de remblaiement),
 - l'arrêté préfectoral n°20080443 du 12 février 2008 (prescriptions complémentaires : achèvement des travaux de remise en état au plus tard le 31 décembre 2012 ; mise à jour plan d'exploitation, procédures d'admission des matériaux de remblaiement, surveillance de la qualité des eaux souterraines, surveillance de la qualité des remblais, garanties financières de remise en état).
- sus-visés.

Article 3 : garanties financières de remise en état

Les prescriptions des articles 17.1, 17.2 et 17.3 de l'arrêté préfectoral n° 2008 0443 du 12 février 2008 susvisé, s'agissant des garanties financières de remise en état du site sont annulées et remplacées par les prescriptions suivantes :

« Article 17.1- Montant des garanties financières

La durée de l'autorisation est divisée en 1 période quinquennale et une période de 6 mois pour la remise en état. A chaque période correspond un montant de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période.

Le montant des garanties financières permettant d'assurer la remise en état maximale pour chacune de ces périodes est de :

Périodes :

Périodes	Montant total en Euros TTC
Début 2008 jusqu'au 31 décembre 2012	567 800
Du 31 décembre 2012 au 30 juin 2013	567 800

La référence de départ des périodes est le 01 janvier 2008..

L'indice de référence TP01 utilisé est : 581,1 (juin 2007).

Le Taux de la TVA applicable au moment du calcul du montant est : 19,6

Article 17.2 - Actualisation du montant des garanties financières

Tous les cinq ans, le montant des garanties financières est actualisé compte tenu de l'évolution de l'indice TP01.

L'actualisation des garanties financières relève de l'initiative de l'exploitant. Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une augmentation du montant des garanties financières doit être subordonnée à la constitution de nouvelles garanties financières.

Article 17.3. Justification des garanties financières-généralités

Les garanties financières sont constituées sous la forme d'un acte de cautionnement solidaire délivré soit par un établissement de crédit, soit par une entreprise d'assurance. Cet acte est conforme au modèle d'attestation fixé par l'arrêté interministériel du 1^{er} février 1996 modifié.

Préalablement à toute exploitation dans la période quinquennale concernée, l'exploitant adresse au préfet, l'acte de cautionnement des garanties financières correspondant à la période.

L'attestation de renouvellement des garanties financières actualisées doit être adressée au Préfet par le titulaire de l'autorisation au moins 3 mois avant son échéance. »

Article 4 : Justification des garanties financières de remise en état

Les prescriptions de l'article 17 de l'arrêté préfectoral n° 2008 0443 du 12 février 2008 susvisé, s'agissant des garanties financières de remise en état du site sont complétées par les prescriptions suivantes :

« Article 17.4. Justification des garanties financières - cas spécifique au site de St Louis

Dans un délai de 15 jours, à compter de la notification de l'arrêté préfectoral statuant à la demande d'autorisation de changement d'exploitant de la Sté Gravières et Matériaux Rhénans, en lieu et place de la Sté EST Granulats, du 11 août 2011, susvisée, la Sté Gravières et Matériaux Rhénans transmettra au préfet un acte de cautionnement de garanties financières de remise en état

- du montant adapté et actualisé des garanties financières de remise en état,
- dont l'échéance sera au 30 juin 2013.

Article 5 : Le Secrétaire Général de la Préfecture du HAUT-RHIN et les Inspecteurs des Installations Classées de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement d'Alsace (DREAL) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à COLMAR, le 18 OCT. 2011
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général

Stéphane GUYON

Délais et voies de recours (article L 514-3-1 du Titre 1er du livre V du Code de l'Environnement)

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de STRASBOURG

- par les demandeurs ou par l'exploitant, dans un délai de 2 mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée;

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leur groupement, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L211.1 et L511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue 6 mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.